

LE BUDGET NOUVEAU EST ARRIVE ET CE N'EST PAS LE MOMENT DE BAISSER LA GARDE !

- **Guerre aux conditions de travail et aux salaires !**
- **Guerre aux bénéficiaires des prestations et aux plus démunis !**

Le voilà, le nouveau budget du Conseil d'Etat !

Rien de pourra arrêter cela si ce ne sont nos propres forces !

A l'heure où vous aurez ce tract entre les mains, le projet de budget 2005 aura été rendu public et vous pourrez constater qu'il frappe aussi bien nos salaires que les prestations à la population, notamment celles destinées à ceux qui en ont le plus besoin (voir tableau au verso).

Cela s'ajoute aux coupes qui nous ont déjà été imposées par le vote du budget 2004, un budget fait de baisse progressive de nos salaires, des effectifs et des subventions. Mais les faits, ce sont aussi les exemples d'autres cantons où les attaques sont plus fortes encore qu'à Genève. Ces attaques ne font que préfigurer ce qui nous attend si nous ne nous battons pas. A Zurich, ce sont aussi bien les prestations à la population qui sont attaquées (fermeture d'une clinique psychiatrique, introduction d'une médecine à deux vitesses) que les effectifs (licenciement de plus de 300 enseignants) et les salaires eux-mêmes (réduction de 3%).

Genève n'est pas une île !

Les mêmes potions amères nous seront administrées si la droite patronale nous sent hésitant-e-s ou résigné-e-s !

La situation dans laquelle nous nous trouvons est claire : le démantèlement de nos services publics se confirme, les attaques contre nos salaires et contre le statut de fonctionnaire se durcissent. Le projet de loi des partis de droite visant à réformer ce statut est actuellement en consultation et les Libéraux ont déjà annoncé leur volonté de le faire tomber avant la fin de la législature. De son côté, « Avenir Suisse », l'officine du patronat, le dit sans ambiguïté : il s'agit d'aligner les salaires suisses sur ceux de l'Union Européenne ! Quand on sait que le salaire moyen d'un Italien, par exemple, est de 1500 euros, on a une idée de ce qui nous attend !

C'est pourquoi, des salarié-e-s bénéficiant de bonnes conditions salariales et d'un statut qui les protège, représentent une véritable entrave à ces projets, d'autant plus si ces salarié-e-s sont organisé-e-s. Certes, on peut toujours faire mieux, mais l'organisation des fonctionnaires genevois, au sein du Cartel intersyndical, ne trouve aucun équivalent en Suisse, raison pour laquelle les associations patronales, les partis de droite, UDC comprise, et le gouvernement à leur service, veulent nous briser les reins.

L'expérience de ces quinze dernières années nous le montre : ce que nous allons perdre à nouveau avec ce budget ne se récupérera pas de sitôt. Et il est toujours moins difficile de se battre, maintenant, pour défendre ce que l'on a encore, que de récupérer, demain, ce que l'on nous aura enlevé !

Même si le projet de budget a été déposé, il n'a pas encore été voté. Mobilisons nous !

VENEZ TOUTES ET TOUS A L'ASSEMBLEE GENERALE DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU SECTEUR SUBVENTIONNE

JEUDI 7 OCTOBRE à 20h15 à la salle du Faubourg

... afin de discuter ensemble des suites indispensables à donner à notre mouvement pour contrer les attaques du Conseil d'Etat et du Grand-Conseil. Nous n'avons pas beaucoup de temps. Les échéances sont très proches !

Budget 2005 : bref aperçu des conséquences d'un désastre annoncé !

Attaques aux prestations sociales

Sous le prétexte – odieux - de lutter contre les abus, le gouvernement s'attaque aux plus pauvres et prévoit d'économiser **83 millions** sur leurs dos !

- ❑ Alignement des prestations AI sur les prestations AVS (les invalides à plus de 70% verront leurs revenus amputés de presque 300 francs par mois.)
- ❑ Applications de normes fédérales, nettement moins avantageuses, en matière de prestations d'assistance, donc une baisse réelle de revenu pour tous les bénéficiaires des prestations de l'Hospice Général.
- ❑ Suppression des programmes de réinsertion pour les chômeurs en fin de droit, qui seront, de ce fait, précipités à l'assistance publique.
- ❑ Abaissement des plafonds concernant les allocations au logement.

Attaques aux salaires et aux effectifs de la fonction publique

92 millions d'économies sur la masse salariale.

- ❑ Suspension de la progression des mécanismes salariaux (annuité et prime de fidélité). Ne subsiste qu'une indexation de 0,75% alors que l'augmentation du coût de la vie s'élève à 1.2% !
- ❑ Blocage des effectifs : en tout et pour tout, seuls 75 postes seront attribués au département de l'instruction publique, tous degrés confondus (auxquels il faut déjà retirer 5,5 postes attribués aux infirmières scolaires).
- ❑ Non respect des accords hospitaliers.

A cela s'ajoute, au niveau fiscal, les effets de la suspension de la compensation de la progression à froid, mesure qui touche, elle aussi, plus durement les petits et moyens salaires que les gros revenus !

Ces mesures découlent de l'application stricte du plan financier quadriennal (PFQ) qui limite le déficit à 290 mios pour 2005. Or, ce PFQ prévoit de limiter ce même déficit à 160 mios en 2006 pour atteindre l'équilibre en 2007. Les conséquences de son application seront chaque année plus catastrophiques si nous n'y mettons pas un terme aujourd'hui !